

COMMUNE DE LONGVIC

REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

**CONVENTION TYPE DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT
REALISE PAR UNE PERSONNE PUBLIQUE N° 2024_Y_10325**

ENTRE d'une part :

La Région Bourgogne-Franche-Comté, sise 4 square Castan à BESANCON, représentée par Madame Marie-Guite DUFAY, présidente du conseil régional, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du conseil régional n° 2024 CD 694 en date du 27 septembre 2024, ci-après désignée par le terme « la Région ».

ET d'autre part :

La Commune de Longvic ci-après désigné par le terme « le bénéficiaire » représenté par Madame Céline Tonot, Maire en exercice,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des relations entre le public et l'administration,
- VU le règlement budgétaire et financier adopté le 21 octobre 2022,
- VU la demande d'aide formulée par la Commune de Longvic en date du 31 décembre 2023,
- VU la délibération du conseil régional n° 2024 CR 694 en date du 27 septembre 2024, transmise au Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté le 2 octobre 2024

PREAMBULE

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir le cadre ainsi que les modalités de l'engagement réciproque de la Région et du bénéficiaire dans la réalisation de l'opération suivante :

- **Réhabilitation de l'école Léon Blum (C23140)**

Article 2 : Engagement de la Région

La Région s'engage, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions visées à l'article 3.2 des présentes, à attribuer au bénéficiaire :

Une subvention d'un montant maximum de **100 000 €** pour l'action décrite à l'article 1 dont le coût est estimé à 3 901 805,17 €.

La dépense subventionnable s'élève à 2 328 319,38€.

La ventilation par poste de la dépense subventionnable figure dans le budget prévisionnel (annexe 1).

Article 3 : Contrôle technique du dossier

Le contrôle de l'atteinte du niveau énergétique du dossier s'effectue sur présentation des pièces justificatives suivantes déposées par le maître d'ouvrage sur la plateforme Effilogis lors de sa demande de solde :

- décompte définitif de chaque lot de travaux
- étude thermique renseignée conformément aux travaux effectivement réalisés
- du PV du test d'étanchéité à l'air réalisé à la fin des travaux
- du PV du test de perméabilité du réseau de ventilation en cas d'installation d'une ventilation double-flux
- du PV de mesure des débits de ventilation à réception de l'installation
- photographies extérieurs du bâtiment après travaux
- attestation de conformité des travaux aux CCTP (annexe 3)

Si besoin, un contrôle sur place peut être nécessaire.

Dès lors que le contrôle valide le niveau énergétique du projet, le dossier est présenté au paiement.

Article 4 : Versement de la subvention

4.1 - Le versement de la subvention visée à l'article 2 précité sera subordonné :

- au respect de l'affectation de la subvention figurant en annexe 1, dans la limite de l'assiette subventionnable,
- à la production des justificatifs visés à l'article 4.2,
- au respect des engagements visés à l'article 5.

4.2 - Le versement de l'aide prévue à l'article 2 sera effectué de la façon suivante :

- Une avance de 20 % à signature de la convention sur demande du bénéficiaire qui devra justifier l'engagement de l'opération ;
- Un ou plusieurs acomptes peuvent être versés sur justification des dépenses acquittées (**état détaillé des mandats visé du comptable public**) au fur et à mesure de l'avancement de l'opération. L'état devra mentionner la date et la référence de la facture, l'objet, le montant HT et TTC, la date et le mode de règlement (n° chèque, virement, mandat).
- Le solde, calculé au prorata des dépenses réalisées, est versé après validation du niveau énergétique (cf article 3), sur demande et sur présentation :
 - du bilan financier de l'opération signé de la personne compétente (annexe 2)
 - des justificatifs de dépenses : **état détaillé des mandats visé du comptable public** qui devra mentionner la date et la référence de la facture, l'objet, le montant HT et TTC, la date et le mode de règlement (n° chèque, virement, mandat)
 - d'un relevé d'identité bancaire

La Région se réserve la possibilité d'exiger que cet état soit accompagné des factures acquittées correspondantes si la compréhension de son contenu rend nécessaire cette communication.

4.3 - Le bénéficiaire dispose d'un délai de 6 mois à compter de la fin du délai de réalisation de l'opération pour produire sa demande de versement du solde accompagnée des pièces justificatives exigées. Passé ce délai, la subvention régionale ne pourra plus faire l'objet d'aucun versement.

Article 5 : Engagements du bénéficiaire, information et contrôle sur la réalisation des opérations subventionnées

En cas de non-respect des engagements visés ci-dessous, la Région pourra procéder à une demande de reversement de la subvention en totalité ou au prorata temporis ou materiae, par l'émission d'un titre de recette.

5.1 – Réalisation du projet

- Le bénéficiaire s'engage à réaliser les investissements dans les conditions décrites dans le dossier présenté au moment de la demande d'aide régionale.
- Le bénéficiaire s'engage à employer l'intégralité de la subvention régionale pour mener à bien l'opération subventionnée.
- Le bénéficiaire s'engage à faire mention du concours financier de la Région et apposer le logo type du conseil régional sur tout support de communication conformément à l'article 4.4.2 du règlement budgétaire et financier.
- Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation européenne relative aux aides d'Etat le cas échéant.
- Pour les opérations d'investissement, le bénéficiaire s'engage à maintenir dans son patrimoine les investissements réalisés pendant une période minimum de 4 ans.

5.2 – Information et contrôle

- Le bénéficiaire s'engage à alerter la Région en cas de mise sous tutelle, dans un délai maximum de trois mois après la survenance de l'évènement.
- Le bénéficiaire s'oblige à laisser la Région effectuer, à tout moment, l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'elle jugera utiles, de quelque nature qu'elles soient, afin que cette dernière soit en mesure de vérifier qu'il satisfait pleinement aux obligations et engagements issus des présentes.

A cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région tout document et tout renseignement qu'elle pourra lui demander, dans un délai d'un mois à compter de la demande.

Dans tous les cas, la Région peut déléguer une mission d'audit auprès des organismes bénéficiaires de ses subventions. Ceux-ci devront tenir à disposition les documents nécessaires à l'accomplissement de cette mission.

- Le bénéficiaire s'engage à faire connaître à la Région les autres financements publics dont il dispose. Lorsque le conseil régional constate que les comptes de l'opération produits par le bénéficiaire font apparaître un excédent, l'opération subventionnée fait l'objet d'un examen afin de relever un éventuel surfinancement. La Région émettra un titre de recette du montant correspondant.

Article 6 : Encadrement de l'usage du logo

Le bénéficiaire d'une aide régionale est tenu de mentionner le concours financier de la Région, dans l'objectif d'assurer la transparence sur l'octroi de fonds publics et la valorisation de l'action de la collectivité.

La Région Bourgogne-Franche-Comté est identifiée notamment par le logotype suivant :

**REGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE**

Dans le cadre de la présente convention, la Région autorise le bénéficiaire à faire usage de ce logotype, dans les conditions de la charte d'usage disponible sur son site internet (kit communication dans la rubrique « en pratique »).

En cas de non-respect de ces obligations, la Région pourra effectuer une demande de reversement à hauteur de 20% du montant de la subvention octroyée par l'émission d'un titre de recette.

Article 7 : Non versement et restitution de la subvention

La Région se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'émettre un titre de recette pour mise en recouvrement par le payeur régional de tout ou partie du montant de la subvention versée :

- en cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à ses engagements et obligations,
- en cas d'utilisation non conforme à l'objet de l'opération subventionnée,
- en cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par le bénéficiaire à la Région,
- en cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de la réalisation de l'opération financée,
- en cas de transfert de l'activité hors de la région Bourgogne Franche Comté,
- En cas de refus non présentation à la Région par le bénéficiaire de l'ensemble des documents exigés à l'article 5.2 de la présente convention et aux articles 4.2.2. et 4.3 du règlement budgétaire et financier,
- en cas de non justification des dépenses relatives à l'avance ou aux acomptes versés sur dépenses engagées,
- s'il apparaît, au moment de l'examen des comptes de l'opération transmis par le bénéficiaire, un financement supérieur au coût réel des dépenses nécessaires à l'opération (trop perçu),
- en cas de non-respect de la réglementation européenne sur l'attribution des aides d'Etat, le cas échéant.

Article 8 : Résiliation

La mise en œuvre des dispositions visées à l'article 7 précité, à l'exception du cas de trop perçu, entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention, sauf cas de force majeure ou accord de la collectivité.

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de sa date de signature par la présidente du conseil régionale de Bourgogne-Franche-Comté (3 ans pour la réalisation de l'opération, 2 ans pour les contrôles de la région).

La convention doit être signée par le bénéficiaire dans un délai maximum de trois mois à partir de l'envoi pour signature par la Région.

Article 10 : Période d'éligibilité des dépenses

La période d'éligibilité des dépenses s'ouvre à compter du **31 décembre 2023** (date de dépôt de la demande complète à la Région) jusqu'à la date de fin du délai de réalisation de l'opération soit 3 ans à compter de la date de signature de la présente convention.

Article 11 : Règlement amiable

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procèderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

Article 12 : Attribution de la juridiction

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 11, le tribunal administratif de Besançon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Article 13 : Dispositions diverses

13.1 - L'annexe 1 relative à la détermination de la dépense subventionnable (HT) du projet fait partie intégrante de la présente convention.

13.2 - L'annexe 2 relative au bilan financier de l'opération fait partie intégrante de la convention.

13.3 - Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale de la convention. Celui-ci précisera les éléments modifiés mais qui ne pourront remettre en cause les opérations définies à l'article 1^{er}.

13.4 - Les justificatifs visés aux articles 3, 4 et 5 de la présente convention seront transmis par le bénéficiaire à l'adresse suivante :

Madame la présidente du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
Direction de la Transition Energique
4 square Castan - CS 51857
25031 BESANÇON CEDEX

Fait à Besançon, le
en deux exemplaires originaux

Le Maire de la Commune de Longvic

La présidente du conseil régional de Bourgogne-
Franche-Comté

Madame Céline BONOT

Madame Marie-Guite DUFAY



BUDGET PREVISIONNEL INVESTISSEMENT

BENEFICIAIRE : La Commune de Longvic

CONVENTION N° 2024_Y_10325/ Service efficacité énergétique et bâtiment

DEPENSES PREVISIONNELLES (HT)			RECETTES PREVISIONNELLES	
<i>Investissements Postes à détailler</i>	<i>Colonne A : Coût prévu éligible = <u>dépense</u> <u>subventionnable</u></i>	<i>Colonne B : Coût prévu non éligible</i>	<i>Financements (à détailler)</i>	<i>Montants prévus</i>
- Terrassement VRD		205 656,60	- subvention Etat (DETR)	628 435,78
- Gros Œuvre Traitement Façades	917 261,00		- subvention Etat (Fonds vert)	837 914,37
- Charpente couverture	71 037,00		- subvention Région Effilogis	100 000,00
- Menuiseries extérieures	336 812,00		- subvention CAF	300 000,00
- Serrureries		59 174,18	- autofinancement	2 035 455,02
- Menuiseries intérieures	419 737,98			
- Cloison Doublage faux plafonds		423 343,88		
- Revêtements de sols et murs		141 318,00		
- Plomberie CVC	583 471,40			
- Electricité		228 959,30		
- Ascenseur		26 000,00		
- Espaces Verts		344 446,30		
- Peintures		144 587,53		
S/TOTAL	2 328 319,38	1 573 485,79		
TOTAL (Colonnes A+B)		3 901 805,17	TOTAL	3 901 805,17

Rappel du calcul de l'aide régionale Effilogis :

Taux : 30% de la dépense subventionnable (aide plafonnée à 100 000 €)

BILAN FINANCIER INVESTISSEMENT

BENEFICIAIRE : La Commune de Longvic

CONVENTION N° 2024_Y_10325/ Service efficacité énergétique et bâtiment

DEPENSES REALISEES (HT)			RECETTES REALISEES	
<i>Investissements</i> <i>Postes à détailler</i>	<i>Colonne A :</i> <i>Coût réalisé éligible</i> <i>= <u>dépense</u></i> <i><u>subventionnable</u></i>	<i>Colonne B :</i> <i>Coût réalisé</i> <i><u>non éligible</u></i>	<i>Financements</i> <i>(à détailler)</i>	<i>Montants</i> <i>réalisés</i>
			- subvention Etat - subvention Région - autres (à préciser) : - - - autofinancement -	
<i>S/TOTAL</i>				
TOTAL (Colonnes A+B)			TOTAL	

Fait à le

Signature

L'Assistant à maîtrise d'ouvrage
si concerné